

## CHRONIQUE

Mathieu Bock-Côté

## Le nationalisme n'est pas un péché

Il n'y avait rien de surprenant à entendre Emmanuel Macron, dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice, dénoncer le « nationalisme ». Tous y ont vu, sans se tromper, une réponse à Donald Trump, qui s'en est récemment réclamé. Mais Emmanuel Macron faisait aussi tout simplement écho à la définition courante du nationalisme en France, qui l'assimile à l'extrême droite. On se souvient de la formule de François Mitterrand, qui se voulait définitive :

« Le nationalisme, c'est la guerre ! »

Mais il suffit de se dégager du contexte français pour constater que le terme « nationalisme » n'a pas partout la même connotation, ce qu'a noté Gil Delannoï dans *La Nation contre le nationalisme*.

Même dans l'espace francophone, sa signification varie, comme on le voit au Québec, où il désigne essentiellement le combat mené au fil des siècles par les Québécois francophones pour conserver leur identité collective dans une Amérique où le fait français est minoritaire. Le nationalisme y est non seulement normalisé, mais valorisé, au-delà de la seule option indépendantiste. On pourrait dire la même chose du nationalisme irlandais, polonais ou de celui des pays Baltes - ces peuples ont dû conquérir leur indépendance. Les petites nations savent très bien qu'elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour défendre leur droit d'exister.

Il se pourrait toutefois que la condamnation du nationalisme, chez Emmanuel Macron, aille bien plus loin

que sa dénonciation habituelle. Car ce n'est pas la première fois que celui-ci, croyant s'en prendre au nationalisme et ses excès, prend en fait pour cible la nation en elle-même. On se souvient de sa déclaration quelque peu contre-intuitive au moment de la présidentielle, lorsqu'il avait affirmé que la culture française n'existait pas ou plus récemment, de sa caricature de la psychologie française qui serait celle de « Gaulois réfractaires ». Même les pages glorieuses de l'histoire nationale sont gommées, avec l'effacement symbolique de la victoire française lors de la Grande Guerre au profit d'un mythique siècle d'amitié franco-allemande.

Ce zèle antinationniste, pour emprunter le néologisme de Pierre-André Taguieff, se confirme, par effet de contraste, dans l'enthousiasme européen du président. L'appel lancé à la constitution d'une souveraineté européenne, parachevant la désincarnation politique des nations, se complète maintenant avec celui pour une armée européenne. On pourrait voir là un appel à l'Europe puissance, mais l'Europe macronienne semble terriblement décharnée. Elle a moins l'allure d'une civilisation se constituant politiquement que du stade intermédiaire dans la construction d'une cité universelle, où pourrait s'épanouir une « overclass » enfin délivrée de ses obligations envers une communauté politique particulière et se percevant elle-même comme une aristocratie planétaire.

C'est probablement là que se confirme le caractère radical d'un certain progressisme. On y retrouve une conception de la modernité qui présente la diversité humaine, celle des peuples, des religions et des civilisations, comme un moment transitoire dans une longue

histoire censée aboutir à une humanité réconciliée sous le signe de la cité universelle. L'homme n'aurait cessé d'élargir au fil des siècles et des époques ses cercles d'appartenances. Viendra un jour où il saura se passer de frontières et de demeure - tel est le pari du progressisme. L'homme trouverait sa rédemption dans une adhésion militante au parti du mouvement, qui le purgerait d'un enracinement qu'on fait rimer avec encrassement.

Mais cette histoire a surtout les traits d'un fantasme destructeur. Gabriel Marcel l'a déjà dit de manière lumineuse : « À la base de l'activité des révolutionnaires [...] git cette conviction monstrueuse : ce que nous détruisons peut se remplacer, nous avons quelque chose à mettre à la place. » Si le conservatisme renaît en notre temps, c'est d'abord à la manière d'une prise de conscience de l'intime fragilité du monde. On ne saurait présenter nos patries comme des constructions sociales purement artificielles, bêtement transitoires, toujours déjà périmées, qu'on pourrait démonter à loisir. L'homme a besoin de croire au monde qu'il habite.

Et si le nationalisme lui-même ne cesse de se recomposer, au-delà des définitions polémiques qu'en donnent ceux qui veulent en finir avec lui, c'est qu'il permet à l'homme d'habiter un pays qui ne soit pas qu'une page blanche - un pays s'inscrivant sous le signe de la continuité historique. Et sachant que l'histoire n'accouchera ni demain ni après-demain d'un monde homogène, les peuples sont en droit de demander à leurs dirigeants de défendre leurs intérêts sans basculer dans une forme de messianisme sacrificiel les poussant à s'abolir pour une idole idéologique déracinée qui n'est qu'une contrefaçon de l'humanité.

100 000 citations et proverbes sur [eve-ne.fr](http://eve-ne.fr)

## ENTRE GUILLEMETS

novembre 1667 : première représentation d'« Andromaque », de Racine, à la cour.



## Andromaque, acte I, scène IV

Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils. / Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie / Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie

## ANALYSE

Anne de Gulgné

@adegulgne

## Il n'y a pas de pouvoir d'achat sans croissance

Des « gilets jaunes » en colère vont tenter de bloquer le pays ce samedi. S'estimant lésés par l'augmentation de la fiscalité écologique, ils demandent au gouvernement de faire marche arrière. Peu importe qu'Édouard Philippe ait annoncé mercredi 500 millions d'euros de nouvelles mesures d'aide, que le budget 2019 de la majorité soit très favorable aux ménages, que l'Insee prévoie un rebond massif du pouvoir d'achat de 1,7% au quatrième trimestre...

Le gouvernement, arguant de ces faits, juge que la frustration des manifestants n'est pas rationnelle. La fierté de Gérard Darmanin à se présenter comme le ministre du pouvoir d'achat, depuis sa nomination l'année dernière au Budget, ne le paraît pas davantage. Son insistance est compréhensible; la notion de pouvoir d'achat a dépassé, dans nos sociétés consuméristes, son statut d'agrégat économique pour se nimer d'une aura quasi spirituelle. Elle détermine la capacité à acquérir biens et services vitaux, à s'intégrer, voire à être respecté.

Reste qu'un ministre de Bercy n'a aucun véritable levier sur cette promesse de bonheur. Dans une économie ouverte, aux politiques monétaires et budgétaires contraintes, le jeu est toujours à somme nulle - celle de la richesse produite chaque année par le pays. Certes, un gouvernement peut prendre aux uns pour donner aux autres en modifiant la fiscalité et les canaux de redistribution. Mais s'il désigne des gagnants, des perdants existeront toujours en face. Ces derniers sont, en ce moment, très visibles. Le chef de l'État a en effet le mérite d'assumer

son choix - au nom de la valorisation du travail -, de ponctionner les retraités pour augmenter les revenus des salariés.

Ce mécanisme de redistribution entre différents groupes peut être sophistiqué au moyen de l'endettement, qui permet de jouer entre les générations. C'est une solution très prisée des gouvernements qui souhaitent augmenter le pouvoir d'achat de leurs électeurs en laissant à leurs successeurs le soin de présenter la facture. Pendant des décennies, la France a abusé de ce doux subterfuge. Elle en paie aujourd'hui le prix : alors que les taux d'intérêt vont remonter, la dette publique frôle les 100% du produit intérieur brut.

La notion de pouvoir d'achat a dépassé son statut d'agrégat économique pour se nimer d'une aura quasi spirituelle

Une autre option consiste à augmenter la fiscalité des entreprises pour réduire celle des ménages. La première loi de finances après l'élection de François Mitterrand en 1981 était un modèle du genre. Plus proche de nous, le gouvernement Ayrault a encore exploré cette voie en 2013, en concentrant les gains de pouvoir d'achat sur les plus modestes.

L'exercice a toutefois de nettes limites : il grignote les marges des entreprises, réduit leur compétitivité, fragilise le marché de l'emploi et accroît le déficit extérieur... Une équation explosive qui débouche très rapidement sur une augmentation du chômage.

Est-ce à dire qu'un « ministre du pouvoir d'achat » devrait choisir entre ces trois maux : faire des perdants

au sein de la population, augmenter la dette publique ou grignoter la compétitivité des entreprises et augmenter le chômage ? Un schéma alternatif existe, heureusement. Il était déjà parfaitement exposé dans le plan Pinay-Rueff de « redressement » de 1958, qui amorça les plus belles années de prospérité hexagonale puisque, pour la seule année 1962, le pouvoir d'achat des Français a augmenté de 10,5% !

Première leçon de ce plan, pour soutenir le pouvoir d'achat : il convient d'abord de lutter contre l'inflation. Cette mission, qui fut jusqu'aux années 1980 en partie confiée à la « politique des revenus » - autrement dit de fixation des salaires -, est aujourd'hui sous la houlette de la Banque centrale européenne (BCE). Responsable de notre politique monétaire, l'institution s'acquitte de sa tâche avec le plus grand sérieux puisque l'inflation est au plus bas depuis vingt ans.

Deuxième leçon, qui valut au rapport, en 1958, une réprobation quasiment unanime des commentateurs (à l'exception de Raymond Aron dans *Le Figaro*) : l'assainissement des finances publiques est un préalable à toute augmentation du pouvoir d'achat. La troisième leçon, issue cette fois-ci du plan Armand-Rueff de 1960, est également très actuelle : il n'y a pas de pouvoir d'achat sans croissance. D'où l'appel à supprimer « les obstacles à l'expansion économique » via des réformes structurelles. Souhaitons qu'Emmanuel Macron ne devie pas de cet objectif.

## FIGARO VOX

## AGRICULTURE

« L'augmentation du coût de l'essence pénalise aussi les agriculteurs ! »,

par Gil Rivière-Wekstein, directeur de la revue *Agriculture & Environnement*

& Environnement

## BREXIT

« Et si la stratégie de Theresa May était la bonne ? » : entretien avec David Hanley, professeur émérite à l'université de Cardiff

## Les rencontres du FIGARO

HOMMAGE À JEAN D'ORMESSON par Jean-Marie Rouart, Maxime d'Aboville et Étienne de Montety

le lundi 26 novembre 2018, 20 heures Salle Gaveau.

Réservations : 01 70 37 31 70 ou [www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres)

